

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1883 - 26 mai 1994 - 3 F

### D 1883 **BOLIVIE** : LA GUERRE DE LA COCA

Le président Gonzalo Sánchez de Lozada, élu le 6 juin 1993 et investi le 6 août suivant (avec un vice-président aymara, Víctor Hugo Cárdenas), refondait totalement son gouvernement le 26 mars 1994. Dans les semaines précédentes une opération de destruction de plantations de coca dans le Chapare avait tourné à la guerre. C'est que la feuille de coca est un problème culturel et national (cf. DIAL D 1809). Mais elle est devenue aujourd'hui un problème international avec le trafic de cocaïne. Alors que le plafond légal de culture licite de la coca pour usage traditionnel est fixé par la loi à 12.000 hectares pour l'ensemble du pays, c'est aujourd'hui à 47.200 hectares que montent les cultures de coca.

Ci-dessous, article tiré de **ALAI** du 10 mars 1994.

Note DIAL

Depuis le mardi de Carnaval, la région du Chapare (Cochabamba) est devenue le théâtre de violents affrontements dont le bilan s'élève à plusieurs blessés parmi les paysans producteurs de coca, les policiers et les fonctionnaires de l'État.

La violence a éclaté quand la Direction de reconversion de la coca (DIRECO), avec le soutien de soldats des Unités mobiles de patrouille rurale (UMOPAR) et de la Force de lutte contre le narcotrafic (FELCN), s'est rendue dans les plantations de coca pour les arracher.

Suite à cette intervention, quelque soixante-dix mille familles paysannes de la région se sont mises en état d'alerte et se sont mobilisées en brigades de défense pour résister à l'opération de la DIRECO. C'est alors que cette dernière a eu recours aux armes à feu pour la poursuite du plan d'éradication et que les affrontements avec la police sont devenus violents.

Le 5 mars, dans le village de Entre-Rios, l'affrontement a pris la forme d'une quasi guerre au cours de laquelle l'action policière a reçu l'appui de quatre hélicoptères de la DEA<sup>1</sup> qui ont lancé des gaz lacrymogènes et des grenades de type *limón*.

### L' "option zéro"

L'offensive de la DIRECO s'inscrit dans le sens de la nouvelle politique adoptée par le gouvernement du président Gonzalo Sánchez de Lozada, appelée "option zéro", et qui vise à la suppression de la production excédentaire de la feuille de coca. C'est là un revirement radical de la politique officielle connue sous le nom de "diplomatie de la coca".

Cette nouvelle politique a été décidée lors de la visite faite au président de la République par le chef du bureau de lutte contre la drogue du gouvernement nord-américain, Lee Brown, en août de l'année dernière. Au terme de la rencontre un document a été signé sur la continuation de la lutte contre les principaux trafiquants de cocaïne dans le pays.

<sup>1</sup> Drug Enforcement Administration, organisme des États-Unis de lutte contre la drogue (NdT).

A cet effet, stipule le document, "l'essentiel de cette stratégie consiste à réduire voire éliminer les cultures excédentaires de la feuille de coca détournées à des usages illégaux". Un mois plus tard, le président Sánchez de Lozada se déclarait d'accord sur cette manière de voir dans le discours qu'il a prononcé devant l'assemblée des Nations unies, en précisant que son gouvernement éliminerait 100% des cultures excédentaires de ce produit sur le territoire bolivien.

Effectivement cette approche du problème correspond exactement à la nouvelle stratégie de lutte contre la drogue arrêtée par le gouvernement du président nord-américain Bill Clinton. Pour lui, il importe d'attaquer par les deux bouts le problème de la drogue, à savoir la production et la consommation, en laissant temporairement de côté le trafic de drogue et son interception aux frontières.

En faisant ce pari, le gouvernement bolivien espère obtenir des moyens financiers pour ses projets. En décembre dernier, il a déjà demandé à la Banque mondiale une aide économique de 500 millions de dollars pour des programmes de développement agro-industriel dans les zones d'éradication de la coca.

### Retour de la répression

Sur le plan intérieur, le profil de cette politique est apparu clairement avec la restructuration de l'appareil gouvernemental, quand il a été décidé de passer la Commission du développement alternatif sous la tutelle du ministère de l'intérieur. La commission avait été créée sous le précédent gouvernement, dans le cadre du ministère de l'agriculture, comme instance d'aide à la participation des paysans dans les programmes de substitution de la feuille de coca.

L'outil juridique de mise en oeuvre de l' "option zéro" est la loi sur les substances contrôlées et le régime de la coca, plus connue sous le nom de loi 1008, approuvée en juillet 1988. Cette loi fixe un plafond de 12.000 hectares pour l'ensemble du pays, comme superficie autorisée pour la culture de la feuille de coca destinée aux usages traditionnels légalement admis. Selon les autorités, le pays dispose actuellement d'une superficie de 47.200 hectares affectés aux plantations de coca.

Avant l'adoption de cette loi, l'ambassade nord-américaine avait fait pression sur le gouvernement pour l'élaboration d'un "plan triennal" en vertu duquel les producteurs de coca disposaient d'une année pour arracher volontairement leurs plantations, faute de quoi l'arrachage serait effectué selon des méthodes répressives. Mais la pression des planteurs de coca a introduit des atermoiements, en obtenant que soit prôné d'abord un développement alternatif, grâce à des investissements importants dans des projets de production agricole, comme moyen de réduire les plantations de coca.

Parallèlement à la relance des méthodes répressives, une série de lois ont été adoptées dans les derniers mois pour encourager le marché de la terre dans les zones de plantations de coca et pour favoriser les investissements nationaux et étrangers dans l'agro-industriel. Des analystes estiment que l' "option zéro" n'est qu'un élément d'un plan plus vaste de développement agricole supposant l'élimination des paysans.

Le président du Conseil andin de producteurs de coca, Evo Morales, est du même avis quand il déclare que c'est un plan "pour nous faire partir du Chapare par tous les moyens". Il pense que le gouvernement pourra même aller jusqu'à payer deux mille dollars par hectare planté de coca pour proposer ensuite ces terres à bas prix à des exploitants agricoles.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

---

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441